

## **Le Quatuor pour le Moyen-Orient salue la reprise des négociations israélo-palestiniennes**

21 février 2007 – Réunis aujourd'hui à Berlin, les membres du Quatuor pour le Moyen-Orient ont exprimé l'espoir que le dialogue concret qui a repris entre les dirigeants israéliens et palestiniens se poursuivrait dans le cadre d'un processus politique ravivé, afin de « mieux définir l'horizon politique » pour parvenir à la paix.

Dans sa déclaration à la presse, le Quatuor a aussi « réaffirmé sa détermination à promouvoir un tel processus, en coopération avec les parties et les autres partenaires régionaux ».

Le Quatuor a exhorté les parties « à s'abstenir de mesures préjugant des questions qui doivent être réglées par la voie de négociations ».

Enfin, il a salué l'accord interpalestinien de la Mecque en faveur d'un gouvernement d'union nationale et réaffirmé ses déclarations soutenant un gouvernement palestinien « déterminé à défendre le principe de non-violence, à reconnaître l'Etat d'Israël et à accepter les accords antérieurs, dont la [Feuille de route](#) ».

Les membres du Quatuor ont par ailleurs exprimé leur appréciation face au rôle du roi Abdallah d'Arabie saoudite dans « l'arrêt des violences entre Palestiniens ».

Cette déclaration a été faite à l'issue d'une réunion à laquelle ont participé le Secrétaire général Ban Ki-moon, la Secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, le ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie Sergey Lavrov, le Haut Représentant pour la politique étrangère et de sécurité européenne, Javier Solana et la Commissaire européenne pour les relations extérieures, Benita Ferrero-Waldner, ainsi que le ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne, Frank-Walter Steinmeier, dont le pays assume la présidence de l'Union européenne.

Le Secrétaire général avait ce matin [estimé](#) « crucial pour la communauté internationale d'encourager l'accord de la Mecque et l'initiative diplomatique au Moyen-Orient ».

Le Quatuor a par ailleurs salué les « idées préliminaires proposées par la Commission européenne afin de mieux coordonner et mobiliser l'assistance internationale au soutien du processus politique, et de mieux répondre aux besoins du peuple palestinien ».

Les territoires palestiniens connaissent une aggravation de la situation humanitaire depuis l'élection du parti islamiste Hamas au pouvoir, en janvier 2006. L'aide humanitaire directe à l'Autorité palestinienne a nettement diminué devant le refus du nouveau gouvernement palestinien de renoncer à la violence et de reconnaître Israël.

Six agences et programmes des Nations Unies exprimaient au début du mois de février leur extrême préoccupation face à la détérioration de la situation sécuritaire à Gaza, due à la flambée de violence inter-palestinienne mettant en danger l'assistance humanitaire ([dépêche](#) du 5.02.07).

L'UNWRA a lancé en décembre le plus important appel à contributions financières qu'il ait jamais organisé, qui visait à récolter 453 millions de dollars ([dépêche](#) du 7.12.06).